



D.2019.10.16.5.16

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN
DE L'AGGLOMERATION TOULOUSAINE**

Séance du 16 Octobre 2019

5 - PROJETS TERRITORIALISES**5.16 -Téléo : Promesse unilatérale d'achat avec la SAFER pour des parcelles à Montgiscard.**

L'an deux mille dix-neuf, le seize octobre à Toulouse Métropole, le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Toulousaine, s'est réuni sous la présidence de Monsieur Jean-Michel LATTES, Président du Syndicat Mixte.

	PRESENTS	POUVOIR	ABSENTS EXCUSES
TOULOUSE METROPOLE			
ANDRÉ Gérard		X (M. Bacou)	
AUJOULAT Michel	X		
BRIAND Sacha	X		
CARNEIRO Grégoire		X (M. Chollet)	
CHOLLET François	X		
DEL BORRELLO Marc	X		
GRASS Francis	X		
KELLER Bernard		X (M. Del Borrello à/c du point 2)	X (jusqu'au point 1.8)
LAGLEIZE Jean-Luc		X (Mme Marti)	
LATTES Jean-Michel	X		
MARTI Marthe	X		
MOUDENC Jean-Luc		X (M. Lattes)	
TRAUTMANN Pierre		X (M. Aujoulat)	
TRAVAIL-MICHELET Karine		X (M. Grass)	
SICOVAL			
AREVALO Henri			X
LAFON Arnaud	X		
SITPRT			
BACOU Denis	X		
GUYOT Philippe	X		
MURETAIN AGGLO			
ROUCHON Adeline	X		
SUAUD Thierry		X (Mme Rouchon)	

Exposé de Monsieur le Président :

Par délibération D.2012.07.12.6.1 du 12 juillet 2012, le Comité Syndical de Tisséo Collectivités (SMTC) a approuvé le programme de l'opération Téléo (anciennement Téléphérique Urbain Sud) pour la desserte de l'Oncopole, du CHU Rangueil, et de l'Université Paul Sabatier.

Par délibération D.2012.10.3.7.3 du 3 octobre 2012, le Comité Syndical de Tisséo Collectivités (SMTC) a confié par mandat, la maîtrise d'ouvrage à Tisséo Ingénierie (SMAT) de cette opération.

Par arrêté préfectoral n°31-2019-06 du 16 juillet 2019, le préfet a autorisé la demande de dérogation aux interdictions de destruction, perturbation intentionnelle de spécimens d'espèces animales protégées, de destruction, altération, dégradation de sites de reproductions ou d'aires de repos d'animaux d'espèces animales protégées, dans le cadre de l'aménagement du Téléo.

En parallèle, un dossier est en cours d'instruction auprès de la Région en vue de l'obtention de l'autorisation de travaux dans la réserve naturelle régionale survolée par le projet.

Afin de pouvoir mettre en œuvre des mesures de compensation, Tisséo Ingénierie s'est porté candidat pour l'acquisition de terres agricoles sur la commune de Montgiscard pouvant répondre aux enjeux environnementaux recherchés :

Les parcelles sont les suivantes :

12 ha 48 a 39 ca ENVIRON sur la commune de MONTGISCARD

Lieu-dit	Sect	N°	Sub	Ancien n°	Surface	NC	Urban.
LA MADELEINE	E	0021			1 ha 70 a 00 ca	T	A
LA MADELEINE	E	0021			1 ha 62 a 00 ca	T	A
LA MADELEINE	E	0022			2 ha 66 a 40 ca	T	A
LA MADELEINE	E	0023			99 a 18 ca	T	A
LA MADELEINE	E	0026			88 a 64 ca	T	A
LA MADELEINE	E	0027			1 ha 02 a 54 ca	T	A
LA MADELEINE	E	0029			11 a 40 ca	BT	A
BALBIGNAC	E	0132			8 a 19 ca	T	A
BALBIGNAC	E	0134			1 ha 52 a 02 ca	T	A
BALBIGNAC	E	0145			96 a 96 ca	T	A
BALBIGNAC	E	0146			91 a 06 ca	T	A

Il est précisé que le surplus des terrains acquis dans le cadre du projet du Téléo pourra éventuellement être mutualisé avec d'autres projets de Tisséo Collectivités en cours.

Le montant de l'acquisition s'élève à	130 000 €
En sus, le frais de services de la SAFER	12 000 € TTC
Les frais de notaires estimés à	3 300 €
Les frais de géomètre estimé à	5 499,60€ TTC

Soit un montant total de 150 799.60 €

Accusé de réception en préfecture
031-253100986-20191017-20191016-5-16D-DE
Date de télétransmission : 17/10/2019
Date de réception préfecture : 17/10/2019

Il est donc proposé au Comité Syndical d'autoriser la dépense correspondante et la signature promesse unilatérale d'achat avec la SAFER.

Le Comité Syndical :
Entendu l'exposé de Monsieur le Président,
Après en avoir délibéré et à l'unanimité des votants :

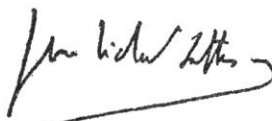
ARTICLE 1 : AUTORISE la dépense correspondante.

ARTICLE 2 : AUTORISE Tisséo Collectivités à signer avec la SAFER la promesse unilatérale d'achat liée au Projet du Téléo pour un montant de 150 799, 60€.

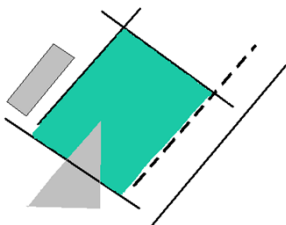
ARTICLE 3 : DIT que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet pour contrôle de légalité.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,
Pour extrait conforme,

Le Président,



Jean-Michel LATTES



ACTi-géo

S.E.L.A.R.L. DE GEOMETRE – EXPERT
Successeur de M. AUSSENAC
49 route de Launaguet - 31200 TOULOUSE



TOULOUSE le : 09 juillet 2019

SAFER

M. Sylvain BOUDET
Service Départemental 31
10 chemin de La Lacade Auzeville
BP 22125
31321 CASTANET-TOLOSAN CEDEX

V. Réf.:
N. Affaire.: 190701
Devis.: D19165

AFFAIRE Délimitation de propriété foncière
Commune de MONTGISCARD

DEVIS de TRAVAUX

Désignation	Prix U. HT (€)	Quantité	Montant HT (€)
Droit fixe d'intervention	90,00	1	90,00
<u>A: Etat des lieux</u>			
Intervention sur le terrain : Relevé topographique du site pour état des lieux des limites apparentes au droit des propriétés concernées par la délimitation: relevé de la végétation principale, des bornes existantes. Préparation de points de calages en vue de l'implantation de bornes de délimitation si nécessaire.	890,00	1	890,00
Rattachement obligatoire du relevé au système CC43	150,00	1	150,00
Calculs et établissement du plan.	290,00	1	290,00
Application du plan cadastral	20,00	1	20,00
<u>B. Procédure foncière et Délimitation</u>			
<u>a) Délimitation des propriétés privées</u>			
Recherches parcellaires auprès des services du Cadastre.	90,00	1	90,00
Recherche et application d'archives de délimitation	90,00	1	90,00
Rédaction des convocations	15,00	7	105,00
- Tarif par convocation supplémentaire -	15,00	0	0,00
Implantation des limites séparatives en accord avec les propriétaires riverains. Réunion de bornage amiable avec les propriétaires sur les limites séparatives existantes entre les parcelles E146, E145, E27, E148, E149 et E21,144,151, 152,169	690,00	1	690,00
Implantation, pose et fourniture de bornes OGE pour délimitation des emprises. -Tarif par borne matérialisée / implantée -	50,00	9	450,00
-Tarif par réunion de bornage amiable supplémentaire (en cas d'absence d'une des parties, d'absence de titre de propriété valable, etc...)	490,00	0	0,00

CONDITION DE REGLEMENT : Le règlement des honoraires dus au GEOMETRE est exigible, sauf accord avec le client, aussitôt que les travaux ou opérations sont terminés. Un acompte de 30 % sera versé lors de la commande. Dans les cas où le montant du devis est inférieur à 1000€ TTC la TOTALITE du règlement sera exigée avant tout démarrage de mission. **Les plans et résultats ne seront fournis qu'après règlement complet des honoraires. Une pénalité de 10% par mois de retard sera infligée dès la première relance.**

« Le Géomètre-Expert assume sa responsabilité professionnelle, telle qu'elle est définie notamment par les articles 1217, 1231-1 et suivants, 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 et suivants du code civil, dans les limites de la mission qui lui est confiée et ses propres fautes. Il ne peut être tenu responsable, de quelque manière que ce soit, ni solidairement, ni in solidum, à raison des dommages imputables aux autres intervenant participant à l'opération. »

Tél : 05.34.42.17.75.

Fax : 05.34.42.17.93.

E-mail :

SIRET : 448 477 935 00036

APE : 7112A

Accusé de réception en préfecture
031-253100986-20191017-20191016-5-16D-
ACTI-geo@wanadoo.fr
Date de télétransmission : 17/10/2019
Date de réception préfecture : 17/10/2019

Désignation	Prix U. HT (€)	Quantité	Montant HT (€)
Etablissement d'un PV de Bornage Normalisé.	490,00	1	490,00
Expéditions pour signature du PV de bornage par les riverains.			
Expédition du plan après validation.			
Conservation de l'Original en Archives.	26,00	7	182,00
<u>b) Délimitation du Domaine Public</u>			
Rédaction des convocations des représentants de la collectivité pour la voirie au droit de la parcelle destinée à mutation: chemin communal (commune).	15,00	1	15,00
- Tarif par convocation supplémentaire -	15,00	0	0,00
Définition des limites du domaine public en présence d'un représentant de la commune.			
Réunion de Délimitation de la Propriété des Personnes Publiques pour le chemin communal	90,00	1	90,00
-Tarif par réunion de délimitation supplémentaire (en cas d'absence d'une des parties, d'absence de titre de propriété valable, etc...)	190,00	0	0,00
Etablissement d'un PV de délimitation de la Propriété des Personnes publiques:			
- 1 PV pour le chemin communal	185,00	1	185,00
Expédition du PV de délimitation de la Propriété des Personnes Publiques pour signature par les administrations compétentes et renvoi d'un exemplaire au propriétaire. Conservation de l'Original en Archives.	26,00	1	26,00
Tarif pour expédition supplémentaire / par propriétaire supplémentaire	26,00	0	0,00
<u>C. Division parcellaire</u>			
Etablissement de projet de division.			
Calcul de surfaces	120,00	1	120,00
Montage d'un dossier de Division du Parcellaire Cadastral	260,00	1	260,00
Implantation, pose et fourniture de bornes OGE pour délimitation des emprises des nouvelles parcelles créées.			
-Tarif par borne matérialisée / implantée -	50,00	4	200,00
Calculs et établissement du plan de division définitif	90,00	1	90,00
Reproduction et envoi	60,00	1	60,00

Total HT	Total TVA - 20,00%	Total TTC
4 583,00 €	916,60 €	5 499,60 €

Validité du présent devis : 2 mois

Acceptation du Client (Signature précédée de la mention " Devis reçu avant exécution des Travaux ")

Le :

CONDITION DE REGLEMENT : Le règlement des honoraires dus au GEOMETRE est exigible, sauf accord avec le client, aussitôt que les travaux ou opérations sont terminés. Un acompte de 30 % sera versé lors de la commande. Dans les cas où le montant du devis est inférieur à 1000€ TTC la TOTALITE du règlement sera exigée avant tout démarrage de mission. **Les plans et résultats ne seront fournis qu'après règlement complet des honoraires. Une pénalité de 10% par mois de retard sera infligée dès la première relance.**

« Le Géomètre-Expert assume sa responsabilité professionnelle, telle qu'elle est définie notamment par les articles 1217, 1231-1 et suivants, 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 et suivants du code civil, dans les limites de la mission qui lui est confiée et ses propres fautes. Il ne peut être tenu responsable, de quelque manière que ce soit, ni solidairement, ni in solidum, à raison des dommages imputables aux autres intervenant participant à l'opération. »

Tél : 05.34.42.17.75.

Fax : 05.34.42.17.93.

E-mail :

SIRET : 448 477 935 00036

APE : 7112A

Accusé de réception en préfecture
031-253100986-20191017-20191016-5-16D-
DE
acti-geo@wanadoo.fr
Date de télétransmission : 17/10/2019
Date de réception préfecture : 17/10/2019



**PROMESSE UNILATÉRALE D'ACHAT
CONDITIONS PARTICULIÈRES**

N° Dossier : CA 31 19 0187 01- TISSEO

LE PROMETTANT

*TISSEO COLLECTIVITES (Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Toulousaine),
7 esplanade Compans Caffarelli
BP11120 31011 TOULOUSE CEDEX 6
représenté par président Jean Michel LATTES
par délibération du Comité Syndical du 16 octobre 2019*

LA BÉNÉFICIAIRE

La Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural (SAFER) Occitanie, désignée sous le vocable « la BÉNÉFICIAIRE » ou « la Safer », Société Anonyme au capital de 6 982 624,00 €, dont le siège est à AUZEVILLE (31321) - 10, chemin de la Lacade Auzeville-Tolosane BP 22125, identifiée au SIREN sous le numéro 61B086120235 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE (31), représentée par son Directeur Général Délégué, Frédéric ANDRÉ, désigné par le Conseil d'Administration de ladite Société du 30 mai 2017 à Albi.

Ou toute personne physique ou morale qu'elle se substituerait dans les conditions prévues aux présentes.

ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les soussignés font élection de domicile en l'étude de Maître Philippe GILLODES, notaire à TOULOUSE (31506).

Téléphone : 0534258000

BIENS ET DROITS OBJETS DE LA PROMESSE

Désignation des parcelles

Bien situé dans le département de HAUTE GARONNE, sur la commune de MONTGISCARD

12 ha 48 a 39 ca ENVIRON sur la commune de MONTGISCARD

Lieu-dit	Sect	N°	Sub	Ancien n°	Surface	NC	Urban.
LA MADELEINE	E	0021			1 ha 70 a 00 ca	T	A
LA MADELEINE	E	0021			1 ha 62 a 00 ca	T	A
LA MADELEINE	E	0022			2 ha 66 a 40 ca	T	A
LA MADELEINE	E	0023			99 a 18 ca	T	A
LA MADELEINE	E	0026			88 a 64 ca	T	A
LA MADELEINE	E	0027			1 ha 02 a 54 ca	T	A
LA MADELEINE	E	0029			11 a 40 ca	BT	A
BALBIGNAC	E	0132			8 a 19 ca	T	A
BALBIGNAC	E	0134			1 ha 52 a 02 ca	T	A
BALBIGNAC	E	0145			96 a 96 ca	T	A
BALBIGNAC	E	0146			91 a 06 ca	T	A

Un extrait du plan cadastral est annexé aux présentes.

Accusé de réception en préfecture
031-253100986-20191017-20191016-5-16D-DE
Date de télétransmission : 17/10/2019
Date de réception préfecture : 17/10/2019

Désignation des biens mobiliers (matériels, cheptel, divers, etc.)☐ OUI☒ NON**Présence de salariés :**☐ OUI☒ NON**PRIX**

Composition du prix	Substitution
Prix TTC	130 000 €

Soit un prix total de Cent trente mille euros.

Valable jusqu'à la signature de l'acte.

Non compris les frais et honoraires de notaire, de géomètre, les indemnités diverses, ni les TVA éventuelles (matériel...), ni la répercussion des éventuels frais de stockage, soit 0.25% par mois, en cas d'achat préalable des immeubles par la SAFER (procédure d'acquisition puis de rétrocession).

Prestation de service Safer	Substitution
Prestations de service de la SAFER HT*	10 000,00 €
TVA sur la prestation SAFER*	2 000,00 €
Montant total de la prestation TTC*	12 000,00 €

Soit une prestation de service totale de Douze mille euros .

*La prestation de service est dûe en sus du prix

FRAIS

Les frais, droits, émoluments et honoraires de l'acte authentique de vente et de ses suites, seront supportés par le PROMETTANT, qui s'y oblige, suivant les tarifications applicables au jour de sa régularisation.

Frais de notaire estimés à **3 300€**

Frais de géomètre à charge du promettant

DÉLAI DE LEVÉE D'OPTION / SIGNATURE DE L'ACTE AUTHENTIQUE

Date limite de levée d'option : 31/12/2019

Date prévisionnelle de signature de l'acte authentique : Novembre 2019

FINANCEMENT

Le PROMETTANT déclare qu'il entend financer son acquisition au moyen :

☒ **De ses deniers personnels à hauteur de** la totalité des sommes €Si non recours à un prêt :

Le PROMETTANT déclare ne recourir à aucun emprunt pour financer cette acquisition. Je reconnais avoir été informé que si, malgré cette déclaration, j'ai recours à un ou plusieurs prêts, je ne pourrai pas me prévaloir de la protection instituée par les articles L. 312-15 à L. 312-20 du code de la consommation, prévoyant qu'en cas de financement par prêt, la vente doit être conclue sous condition suspensive de l'obtention du prêt.

Signature du promettant

précédée de la mention manuscrite

« Bon pour accord »

Accusé de réception en préfecture
031-253100986-20191017-20191016-5-16D-DE
Date de télétransmission : 17/10/2019
Date de réception préfecture : 17/10/2019

☐ **D'un emprunt à hauteur de** à un taux maximal de
sur une durée maximale de

Le PROMETTANT s'engage à fournir à la BÉNÉFICIAIRE une réponse de son organisme bancaire dans le délai d'un mois à compter de la signature des présentes.

ENTRÉE EN JOUISSANCE

☒ **Entrée en jouissance différée** : Le PROMETTANT n'aura la jouissance des biens vendus qu'après la levée des récoltes pendantes et au plus tard le 1^{er} novembre 2019

SITUATION LOCATIVE

Immeuble libre d'occupation

IMPÔTS ET TAXES LIES AU FONCIER (BÂTI ET NON BÂTI)

Prise en charge des impôts : 01/01/2020

RÉSERVES ET SERVITUDES

Le propriétaire actuel a déclaré à la Safer qu'il n'a ni créé, ni laissé créer aucune servitude sur le bien vendu, et qu'à sa connaissance, il n'en existe pas d'autres que celles pouvant résulter de la situation des lieux, de la loi ou des règles d'urbanisme en vigueur à ce jour.

PROJET DE L'ACQUÉREUR

Nature de l'intervention : Intérêt général agricole
Destination du fonds : Destination agricole certaine

ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DE L'ACQUÉREUR

Cahier des charges : Mise en œuvre de mesures compensatoires notamment dans le cadre du projet de TELEO

Pendant une durée de 10 ans à compter de la signature de l'acte authentique de vente et sauf dispense particulière accordée expressément par la SAFER selon les modalités fixées au paragraphe « demande de dérogation au cahier des charges », l'attributaire agréé par la SAFER sera tenu d'exécuter fidèlement, ainsi qu'il s'y engage, en obligeant également ses ayants droit, les conditions spéciales ci-après :

1- Nature et destination du bien acquis

Le bien acquis, tel qu'il est constitué à la date du présent acte, ne devra pas être morcelé ou loti, sauf application des dispositions de l'article L 411-42 du Code rural et de la pêche maritime, et conservera une destination conforme aux dispositions de l'article L 141-1 du Code rural et de la pêche maritime.

2 – Revente possible sous réserve d'autorisation

L'acquéreur ne pourra pas aliéner à titre onéreux, ni louer, ni apporter en société ou échanger le bien vendu. En cas d'aliénation à titre onéreux, la SAFER fait réserve à son profit d'un pacte de préférence.

DIAGNOSTICS TECHNIQUES DE L'IMMEUBLE

- | | |
|--|---|
| ☒ BASOL / BASIAS | ☐ INSTALLATION GAZ |
| ☒ ERP | ☐ INSTALLATION ÉLECTRIQUE |
| ☐ AMIANTE | ☐ DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE (DPE) |
| ☐ RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB (SATURNISME) | ☐ ASSAINISSEMENT |
| ☐ ÉTAT PARASITAIRE (termite) | ☒ QUESTIONNAIRE CEDANT – VICE CACHE |

CESSION DES DROITS À PAIEMENT DE BASE (DPB)

☒ **L'EXPLOITANT (non-proprétaire)** s'est engagé à céder les droits à paiement de base (DPB) qu'il détient au titre de l'exploitation des présentes.

AUTRES CHARGES ET CONDITIONS

_ Existence d'un chemin rural (cf plan cadatral)

_ Possibilité de mettre en location précaire par convention de mise à disposition/bail SAFER une partie des terres exploitables

CONDITIONS SUSPENSIVES

La présente promesse d'achat sera caduque et sa réalisation ne pourra être demandée y compris après la levée d'option par la BÉNÉFICIAIRE ou après la mise en œuvre par la BÉNÉFICIAIRE de la faculté de substituer le PROMETTANT dans le bénéfice de la promesse de vente qu'elle détient :

- 1) si la BÉNÉFICIAIRE ne pouvait devenir définitivement propriétaire de l'immeuble aux présentes et faire publier son titre au service de la publicité foncière,
- 2) si la cession au profit du PROMETTANT n'était pas agréée par les Instances de la SAFER,
- 3) si la cession au profit du PROMETTANT n'était pas agréée par les Commissaires du Gouvernement de la SAFER,
- 4) si l'autorisation de démembrement la propriété n'était pas obtenue dans la mesure où cette autorisation serait requise,
- 5) si les éventuels titulaires d'un droit de préemption ou d'un pacte de préférence prioritaires décidaient d'exercer ce droit,
- 6) si le promettant n'obtenait pas le prêt pour le montant, dans les conditions et délais indiqués aux présentes.

ANNEXES

- | | |
|--|---|
| ☐ Annexe DPB | ☐ Document d'arpentage |
| ☐ Diagnostic (voir liste ci-dessus) | ☐ Liste du matériel |
| ☐ Plan | |

N° Dossier : CA 31 19 0187 01 - TISSEO

**PROMESSE UNILATÉRALE D'ACHAT
CONDITIONS GÉNÉRALES**
**sous réserve des conditions particulières*

Les Soussignés

Ci- après dénommé(s) « le PROMETTANT », ou toute personne morale qu'il entendra se substituer, et dont l'identité et le domicile sont précisés aux conditions particulières des présentes, promette(nt), en s'obligeant solidairement, à acheter :

à la SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT FONCIER ET D'ÉTABLISSEMENT RURAL (SAFER), ou à toutes personnes physiques ou morales que celle-ci déciderait seule de se substituer,

Ci-après dénommée la « BÉNÉFICIAIRE »

Un fonds immobilier dont l'origine, la situation, la superficie et la désignation cadastrale figurent aux conditions particulières et, ainsi que ledit immeuble existe avec toutes ses dépendances, tous droits notamment de mitoyenneté pouvant en dépendre, et tous immeubles par destination pouvant y être attachés, sans autre réserve que celle indiquée en conditions particulières.

La présente promesse porte également, et le cas échéant, sur les biens immeubles et meubles décrits aux conditions particulières.

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les soussignés font élection domicile en l'étude du notaire chargé de la rédaction de l'acte authentique de vente, désigné aux conditions particulières.

A. DATE LIMITE DE L'ENGAGEMENT
A1. LEVÉE D'OPTION

Le PROMETTANT s'engage à acheter le(s) bien(s) objet des présentes à la BÉNÉFICIAIRE si celle-ci en fait la demande par lettre recommandée avec avis de réception (le cachet de la poste expéditrice faisant foi) adressée au PROMETTANT, au domicile élu désigné aux conditions particulières, ou par réitération le jour de l'acte authentique, au plus tard à la date d'échéance de la levée d'option précisée aux conditions particulières.

Le promettant accepte d'ores et déjà que, passé le délai de la levée d'option, la présente promesse, soit prorogée de plein droit pour une période de 3 mois éventuellement renouvelable.

A2. FACULTÉ DE SUBSTITUTION

A l'intérieur de ce délai, la BÉNÉFICIAIRE pourra - de sa seule initiative - proposer au PROMETTANT de procéder à l'acquisition des biens désignés dans la présente promesse, sous condition suspensive qu'elle puisse elle-même s'en rendre propriétaire soit directement soit au moyen de la substitution instaurée par l'article L 141-1 II du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM).

Le PROMETTANT déclare d'ores et déjà accepter d'être substitué à la BÉNÉFICIAIRE dans l'acquisition des biens désignés aux présentes aux conditions contenues dans la promesse de vente et dont les engagements sont repris dans la présente promesse d'achat.

Dans le cadre de la substitution, le PROMETTANT donne mandat à la BÉNÉFICIAIRE de réaliser en son nom, les formalités de substitution et de levée d'option auprès du vendeur.

B. RUPTURE DES ENGAGEMENTS

Au cas où, après levée d'option par la BÉNÉFICIAIRE, le PROMETTANT, pour quelque motif que ce soit, ne respectait pas les engagements décrits dans la présente, et si la BÉNÉFICIAIRE renonçait à poursuivre la réalisation judiciaire de la vente, celle-ci sera résolue de plein droit un mois après mise en demeure par la BÉNÉFICIAIRE.

La BÉNÉFICIAIRE conservera sur les éventuelles sommes déjà versées le montant équivalent à ses frais d'intervention s'élevant au maximum à 20% du prix d'achat.

C. CONDITION SUSPENSIVE

La présente promesse d'achat sera caduque et sa réalisation de pourra être exigée par le PROMETTANT après la levée d'option par la SAFER, si celle-ci ne pouvait devenir définitivement propriétaire de l'immeuble et faire publier son titre au bureau des hypothèques ou si la rétrocession au profit du PROMETTANT n'était pas agréée par les Commissaires du Gouvernement.

D. PRIX D'ACHAT

Si la réalisation de l'achat est demandée par la BÉNÉFICIAIRE, le PROMETTANT paiera le prix fixé aux conditions particulières, prix qui devra être versé comptant à la BÉNÉFICIAIRE à la date d'exigibilité du prix indiqué aux conditions particulières, et au plus tard le jour de la signature de l'acte authentique de rétrocession.

Accusé de réception en préfecture
031-253100986-20191017-20191016-5-16D-
DE
Date de télétransmission : 17/10/2019
Date de réception préfecture : 17/10/2019

Si, pour quelque cause que ce soit, ce paiement n'a pas pu avoir lieu à la date d'exigibilité, le prix indiqué sera majoré d'un intérêt calculé au jour le jour, au taux annuel mentionné aux conditions particulières sur la partie du prix qui restera due. La majoration de prix ainsi calculée sera majorée de la TVA au taux en vigueur si la rétrocession est elle-même assujettie à la TVA.

E. TVA

En cas de soumission du présent acte au régime de la TVA, le PROMETTANT s'engage à acquitter le montant de la TVA applicable selon la réglementation en vigueur, inclus dans le prix.

F. TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ ET ENTRÉE EN JOUISSANCE

D'un commun accord entre les parties, sauf conditions particulières, le transfert de propriété n'aura lieu qu'au jour de la signature de l'acte authentique de vente, sans rétroactivité, quand bien même l'échange des consentements serait antérieur.

G. CONDITIONS D'ACHAT

G1. CONDITIONS GÉNÉRALES

Au cas où, à la demande de la BÉNÉFICIAIRE, la présente promesse se réaliserait, l'achat sera fait aux conditions ordinaires et de droit en pareille matière. En particulier, le PROMETTANT déclare parfaitement connaître les biens objet des présentes qu'il promet d'acquérir pour en avoir vérifié la désignation, la consistance, la nature ou les avoir visités, et s'engage :

- à prendre les immeubles dans l'état où ils se trouvent sans aucune garantie quant à l'état des bâtiments, du sol, du sous-sol, quant aux erreurs sur la désignation et sur la contenance indiquée dans les présentes, toute différence en plus ou en moins, excéderait-elle un vingtième, devant faire son profit ou sa perte,
- à prendre lesdits immeubles, sans recours contre la BÉNÉFICIAIRE, dans la situation juridique qui sera la leur au jour de la rétrocession, qu'ils soient libres de toute occupation, ou éventuellement occupés de la manière qui est exposée aux conditions particulières,
- à payer à compter de la date fixée dans les conditions particulières ou, à défaut, de celle de l'entrée en jouissance, les impôts, taxes, frais de consommation d'eau, etc., relatifs aux immeubles. Si la BÉNÉFICIAIRE a fait l'avance de

ces frais, ceux-ci seront remboursés par le PROMETTANT dans les quinze jours du compte-rendu de débours qui leur en sera fait,

- à souffrir toutes les servitudes, quelle qu'en soit la nature, auxquelles les immeubles peuvent être assujettis,

- à faire leur affaire personnelle de tous abonnements ou traités pouvant exister pour le service des eaux, du gaz, de l'électricité et du téléphone et à en faire, le cas échéant, opérer la mutation à leur nom dans les plus brefs délais,

- à faire assurer l'ensemble des biens, objet des présentes, contre tous les risques obligatoirement couverts, au jour de la signature de l'acte authentique de vente ou le cas échéant à l'entrée en jouissance et, dans cette hypothèse, au titre des risques locatifs. La BÉNÉFICIAIRE précise à cet effet que tous les contrats d'assurances qu'elle détient, cesseront de produire leurs effets à la date de signature dudit acte,

- à assurer également l'ensemble du cheptel vif et mort et des récoltes qui pourraient se trouver sur la propriété attribuée ou qu'ils auraient pu y amener de telle sorte que la BÉNÉFICIAIRE ne puisse jamais être inquiétée ou recherchée à ce sujet,

- à supporter tous les frais et droits quelconques qui seront la suite et la conséquence nécessaires des présentes si l'achat se réalise, et notamment les frais d'acte et éventuellement de prêt, frais de géomètres, etc...

G2. CONDITIONS SPÉCIALES

Contrôle des structures

L'article L. 331-2, III du CRPM prévoit que lorsque la mise en valeur de biens agricoles par le candidat auquel la BÉNÉFICIAIRE entend les rétrocéder est soumise à autorisation d'exploiter, l'avis favorable donné à la rétrocession par le commissaire du gouvernement représentant le ministre chargé de l'agriculture tient lieu d'autorisation.

Droits à paiement de base (DPB)

Le PROMETTANT déclare être informé des conditions réglementaires, communautaires, nationales et locales relatives au transfert et à la jouissance des droits à paiement de base (DPB).

Reprise des contrats

Le PROMETTANT s'engage à entreprendre les démarches nécessaires à la poursuite des

contrats dont la reprise est obligatoire, tels qu'ils sont mentionnés aux conditions particulières.

Conformité des bâtiments

Le PROMETTANT déclare être parfaitement informé de la situation des bâtiments vis-à-vis de la réglementation en vigueur en matière de permis de construire et d'installations classées. Il s'engage à accepter cette situation et, en cas de besoin, à mettre les bâtiments en conformité à ses frais.

Conformité du matériel

Le propriétaire vendeur a déclaré à la BÉNÉFICIAIRE que le matériel n'a subi aucune modification.

S'agissant des biens transmis par une SAFER, l'acte qui constatera la cession, comportera des engagements auxquels le PROMETTANT souscrit d'ores et déjà et qui sont rappelés ci-après :

H. ENGAGEMENT GENERAL

Pendant une durée de 10 ans minimum à compter de la date de l'acte, le PROMETTANT agréé par la SAFER sera tenu d'exécuter fidèlement, ainsi qu'il s'y engage, en obligeant également ses ayants droit, les conditions spéciales ci-après :

1) « Le bien acquis » conservera une destination conforme aux objectifs de l'article L 141-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

2) « Le bien acquis » ne pourra être morcelé, loti, aliéné – à titre onéreux ou par donation entre vifs- ou être apporté en société ou échangé sans agrément préalable de la Safer.

En cas d'aliénation à titre onéreux – sous forme mobilière ou immobilière, la SAFER fait réserve à son profit d'un pacte de préférence.

3) Si le PROMETTANT est différent de l'exploitant agréé par la SAFER, l'ensemble du « bien acquis » sera mis à disposition de l'exploitant agréé par la SAFER en vertu d'un contrat conforme à la législation en vigueur. Au cas où avant l'expiration du délai prévu ci-dessus, cette mise à disposition viendrait à cesser, toute utilisation ou mise à disposition du bien acquis à un nouvel exploitant devra être soumise à l'agrément de la SAFER.

L'attention du PROMETTANT est spécialement attirée sur la portée des engagements qu'il a pris, ainsi que sur les sanctions fiscales susceptibles d'être appliquées à lui-même ou à ses ayants-

cause s'il ne respecte pas ses engagements, à savoir :

- Acquittance, à première réquisition, des droits et taxes dont l'acte d'acquisition est exonéré,
- Acquittance d'intérêts fiscaux de retard au taux de 0.20% par mois

I. CAHIER DES CHARGES (NON EXHAUSTIF)

Le PROMETTANT déclare d'ores et déjà accepter en souscrivant dès ce jour aux engagements cités dans les conditions générales et particulières pendant une période minimale de 10 ans.

11. AGRÉMENT DU PROJET PAR LA SAFER

La SAFER a pour objet de contribuer en milieu rural, à la mise en œuvre du volet foncier de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire rural, d'accroître la superficie de certaines exploitations agricoles ou forestières, de faciliter la mise en culture du sol et l'installation ou le maintien d'agriculteurs à la terre, et de réaliser des améliorations parcellaires. Elle peut aussi conduire des opérations destinées à faciliter la réorientation de terres, bâtiments ou exploitations vers des usages non agricoles, en vue de favoriser le développement rural ainsi que la protection de la nature et de l'environnement.

La SAFER déclare, au vu du projet présenté par le PROMETTANT, que la présente cession répond aux objectifs fixés par l'article L 141-1 du CRPM.

Le PROMETTANT, dont le projet personnel correspond à ces objectifs, s'engage pour sa part à maintenir la destination du bien et à en garantir la pérennité en souscrivant aux engagements ci-après mentionnés.

12. SUIVI DU PROJET DE L'ACQUÉREUR

Toute évolution du projet du PROMETTANT pendant la durée du cahier des charges pourrait être de nature à compromettre la conformité initiale du projet aux objectifs fixés par l'article L 141-1 du CRPM et entraîner par conséquent la déchéance du régime fiscal de faveur appliqué lors de l'acquisition.

Le PROMETTANT s'engage donc à informer la SAFER de toute évolution de son projet et à privilégier la recherche d'une solution amiable avec la SAFER permettant au bien de conserver une destination conforme aux objectifs de l'article L 141-1 du CRPM et de maintenir le bénéfice du régime fiscal de faveur à son profit (redéfinition du projet, cession amiable de la

Accusé de réception en préfecture
031-253100986-20191017-20191016-5-16D-
DE
Date de télétransmission : 17/10/2019
Date de réception préfecture : 17/10/2019

propriété au profit de la SAFER, relocalisation, cession partielle d'actifs fonciers, ...).

Les stipulations contractuelles ci-dessous (pacte de préférence en cas d'aliénation à titre onéreux, demande de dérogation au cahier des charges) ont pour objet de permettre à la SAFER de s'assurer, au regard de ses missions, du devenir de la propriété acquise pendant toute la durée du cahier des charges.

13. PACTE DE PRÉFÉRENCE EN CAS D'ALIÉNATION A TITRE ONÉREUX

Si une aliénation à titre onéreux intervient avant l'expiration d'un délai de 10 ans à compter de la signature de l'acte et sauf si la dérogation fait l'objet d'un refus en vertu des stipulations du paragraphe suivant, la SAFER aura un droit de préférence indépendant du droit de préemption qu'elle peut détenir de la loi, pour se rendre acquéreur aux conditions, charges, modalités et prix qui devront lui être communiqués par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Ce droit de préférence s'exercera tant sur l'immeuble objet de l'acte que sur toute cession totale ou partielle d'actions ou de parts de la société dont dépendrait ledit immeuble.

La lettre recommandée dont il s'agit devra préciser formellement qu'elle est adressée en exécution des stipulations de l'acte, faute de quoi le délai ci-après indiqué ne s'ouvrira pas.

La SAFER disposera alors d'un délai de deux mois à compter de la réception de cette lettre pour émettre sa position au sujet de ce droit de préférence et faire connaître au cédant son refus ou son acceptation. Son silence équivaudra à une renonciation à son droit de préférence.

14. DEMANDE DE DÉROGATION AU CAHIER DES CHARGES

En tout état de cause, et dans le cas où, avant l'expiration du terme du cahier des charges, le PROMETTANT (ou simplement l'un d'eux s'ils sont plusieurs) se trouvait dans l'impossibilité de respecter les engagements souscrits conformément aux conditions prévues au présent contrat, il devra être soumis à l'agrément de la SAFER tout projet de :

- changement d'exploitant,
- mise en location,
- cession à titre onéreux ou gratuit,
- apport en société ou de mise à disposition,
- échange,

- changement de destination des biens.

A cet effet, le promettant ou ses ayants droit, devra faire connaître à la SAFER par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, les nom, prénoms, profession et domicile de la personne devant reprendre soit la propriété, soit l'exploitation, ainsi que la nature, les conditions, charges, modalités et prix de la cession ou de la location.

La lettre recommandée dont il s'agit devra préciser formellement qu'elle est adressée en exécution des stipulations du présent contrat, faute de quoi le délai ci-après indiqué ne s'ouvrira pas. A défaut de réponse émise dans les deux mois suivant la réception de la lettre recommandée, la SAFER sera réputée avoir donné son agrément.

Les bénéficiaires des dérogations ci-dessus visées, et le cessionnaire dans le cas de mutation, seront tenus de remplir toutes les charges imposées au PROMETTANT par les présentes.

En cas de vente aux enchères publiques par adjudication, le cahier des charges préalable à la vente devra contenir l'obligation, pour l'adjudicataire, de se conformer aux clauses et conditions imposées par l'acte authentique de l'achat initial.

15. RUPTURE DES ENGAGEMENTS

La rupture des engagements souscrits par le PROMETTANT est de nature à compromettre la conformité initiale du projet aux objectifs fixés par l'article L 141-1 du CRPM et entraîner par conséquent la déchéance du régime fiscal de faveur appliqué lors de l'acquisition.

Dans l'hypothèse où le PROMETTANT rencontrerait, pendant la durée d'application du cahier des charges, des difficultés susceptibles de l'amener à devoir rompre ses engagements, le PROMETTANT s'engage d'ores et déjà à en informer la SAFER et à étudier avec elle les conditions d'une cession amiable de la propriété à son profit, afin que le bien conserve une destination conforme aux objectifs de l'article L 141-1 du CRPM et que le bénéfice du régime fiscal de faveur soit maintenu.

En tout état de cause, les stipulations contractuelles ci-dessous (action en résolution ou droit de délaissement en cas de mise en œuvre de la faculté de substitution) ont pour objet de permettre à la SAFER de s'assurer, au regard de ses missions, du devenir de la propriété acquise

Accusé de réception en préfecture
031-253100986-20191017-20191016-5-16D-
DE
Date de télétransmission : 17/10/2019
Date de réception préfecture : 17/10/2019

pendant toute la durée du cahier des charges en contraignant le PROMETTANT à lui restituer la propriété ou à la délaissier.

En cas de manquement aux engagements contractuels auxquels le PROMETTANT a souscrit dans le cadre du présent cahier des charges, les parties conviennent d'en régler les conséquences selon la procédure particulière suivante que la SAFER sera tenue de suivre :

Constat de manquement, mise en demeure

La SAFER devra, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée au PROMETTANT défaillant, constater les manquements aux stipulations du cahier des charges. Cette lettre précisera qu'à défaut de reprise et de tenue des engagements dans le mois suivant cette notification, la SAFER pourra mettre en application les stipulations contractuellement convenues ci-après.

Le même courrier précisera les modalités dans lesquelles la SAFER procédera à une visite approfondie et contradictoire du bien acquis en vue de déterminer les améliorations effectuées et les dépréciations commises. Le PROMETTANT s'engage irrévocablement à accepter cette visite et y engage ses ayants droit.

16. INDEMNITÉ A TITRE DE CLAUSE PÉNALE

À défaut d'exécution des clauses énoncées dans le cahier des charges, après mise en demeure de s'y conformer, le PROMETTANT, l'exploitant désigné ou leurs ayants cause acquitteront à la SAFER, à titre de clause pénale, une indemnité d'un montant de 20% du prix en raison du préjudice subi pour cause de non-respect des engagements personnels souscrits et des répercussions qui s'en suivent pour la SAFER, indépendamment des dommages-intérêts qu'elle pourra réclamer par voie judiciaire.

La SAFER s'assurera du recouvrement de cette indemnité par tout moyen de droit.

17. ACTION EN RÉOLUTION DE LA VENTE (EN CAS DE RÉTROCESSION)

La SAFER fait réserve expresse à son profit de l'action en résolution prévue par les articles 1183 et 1184 du Code Civil, en cas d'inexécution de l'une ou l'autre de toutes les clauses et conditions spéciales ci-dessus énoncées.

Quant à l'exercice de cette action, il est expressément convenu ce qui suit :

Après mise en demeure prévue au paragraphe précédent et en cas d'inexécution des

engagements dans le délai de deux mois imparti, la présente vente sera résolue de plein droit, huit jours après que la SAFER aura fait connaître au promettant sa volonté d'user de la présente clause.

Remboursement du prix

Lorsque la résolution sera acquise, la SAFER remboursera au promettant ou à ses ayants droit :

- le prix de la présente vente,
- les impenses utiles faites par le promettant.

Mais il sera déduit de cette somme :

- les frais d'intervention de la SAFER,
- la valeur de toutes les dépréciations subies par le bien vendu, le PROMETTANT dont le droit est résolu ayant alors à sa charge, à titre de clause pénale, toutes causes de dépréciations, sans préjudice de tous dommages et intérêts que la SAFER pourra, si bon lui semble, lui réclamer dans les termes du droit commun,

- éventuellement, tous frais judiciaires accessoires pour la non-exécution du présent contrat, et s'il y a lieu, tous frais de mainlevée,
- les sommes éventuellement versées par la SAFER à la place du promettant ou de ses ayants droit,

Le montant des impenses ou dépréciations sera déterminé soit à l'amiable, soit par voie d'expertise, amiable ou judiciaire. Les frais d'instance seront à charge du promettant.

Cas d'opposition :

Les effets de l'action en résolution ne seront pas opposables au regard des actes dans lesquels la SAFER sera spécialement intervenue pour y renoncer.

Remboursement des prêts

En cas d'existence de prêts ayant permis l'acquisition du bien vendu et intervenus dans les conditions mentionnées dans le paragraphe précédent, la SAFER versera en priorité directement à l'organisme prêteur, les sommes lui restant dues en principal, intérêts et accessoires, sauf en cas de redressement judiciaire de l'emprunteur.

Ce versement s'imputera sur le remboursement net incombant à la SAFER.

Sur la limitation du droit de disposer

L'attention du PROMETTANT est appelée sur l'existence de l'action en résolution réservée au profit de la SAFER et sur les limitations au droit de disposer pouvant résulter des conditions

Accusé de réception en préfecture
031-253100986-20191017-20191016-5-16D-
DE
Date de télétransmission : 17/10/2019
Date de réception préfecture : 17/10/2019

particulières ci-dessus énoncées, en matière de mutation (vente, donation, apport en société, échange, etc.) ou toute constitution de droits réels ou hypothécaires.

Toute contravention pourrait entraîner la nullité de l'acte et la résolution des présentes avec anéantissement des droits réels ainsi concédés sans l'accord de la SAFER.

18. PROCÉDURE DE DÉLAISSEMENT (EN CAS DE MISE EN ŒUVRE DE LA FACULTÉ DE SUBSTITUTION)

Après mise en demeure prévue au paragraphe précédent et en cas d'inexécution des engagements dans le délai de deux mois imparti, il est expressément convenu que la SAFER pourra décider, de sa seule initiative et sans préjuger du recours à d'autres sanctions, de l'acquisition du bien objet des engagements selon la procédure de délaissement instaurée par l'article L 141-1 III du CRPM.

Détermination de l'indemnité

La mise en œuvre de la procédure de délaissement notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception par SAFER au PROMETTANT comportera une proposition d'indemnité compensatoire établie de la façon suivante :

- Prix principal d'acquisition réactualisé sur la base des données chiffrées du prix des terres agricoles par petite région agricole et par type de production communiqué, chaque année, par le Ministère de l'Agriculture au Journal Officiel ; la référence au jour de la proposition étant la dernière publiée,
- Augmenté des impenses utiles faites par le PROMETTANT à qui il appartiendra de produire les justificatifs nécessaires,
- Et diminué :
 - De la valeur de toutes les dépréciations subies par le bien acquis, le PROMETTANT ayant alors à sa charge toutes causes de dépréciations, sans préjudice de tous dommages et intérêts que la SAFER pourra, si bon lui semble, lui réclamer dans les termes de droit commun,
 - De tous frais engagés par la SAFER en raison de la non-exécution du présent engagement et s'il y a lieu, tous frais de purge des hypothèques et de mainlevées,

- Des sommes éventuellement versées par la SAFER à la place du PROMETTANT ou de ses ayants droit.

Les impenses et dépréciations seront de préférence déterminées à l'amiable, soit par état des lieux contradictoire ou expertise, l'expert devant être choisi sur la liste des experts agréés auprès des Tribunaux.

A défaut d'accord amiable, la partie la plus diligente pourra saisir le Tribunal de Grande Instance de la situation du bien pour demander une expertise judiciaire et les mesures conservatoires nécessaires.

Si la notification faite par la SAFER au PROMETTANT ne comporte aucune proposition ou si elle ne fait pas expressément référence au prix tel que les éléments ci-dessus mentionnés sont définis, le prix sera alors fixé conformément aux dispositions de l'article L 141-1 du CRPM, par le Juge de l'expropriation saisi par la partie la plus diligente.

J. POUVOIRS

Le PROMETTANT et la BÉNÉFICIAIRE donnent tous pouvoirs nécessaires au notaire chargé de régulariser l'acte authentique de vente pour effectuer toutes formalités préalables au contrat authentique de vente telles que demandes d'état civil, de cadastre, d'urbanisme, de situation hypothécaire, etc., et toutes notifications exigées par la loi.

K. DROITS D'ENREGISTREMENT

Le régime fiscal dit « régime SAFER » ne donne lieu à aucune perception au profit du Trésor. Il implique le respect par le PROMETTANT d'un cahier des charges pendant 10 ans au minimum, sous peine des sanctions fiscales prévues à l'article 184 G du Code Général des Impôts, à savoir acquittement à première réquisition des droits et taxes dont l'acquisition est exonérée ainsi que des intérêts de retard.

L. REGISTRE PARCELLAIRE PAC

Le PROMETTANT autorise expressément la SAFER, dans le cadre de l'instruction de sa candidature, à relier les informations collectées au travers de son dossier de candidature et les documents qui y sont associés au registre parcellaire de son exploitation agricole afin d'en permettre la visualisation sur le système informatique de la BÉNÉFICIAIRE.

M. ACCÈS AUX FICHIERS INFORMATIQUES

Des informations relatives à ce projet d'achat font l'objet de traitement informatique. Conformément à la Loi Informatique et Libertés

du 6 janvier 1978 article 27, le PROMETTANT dispose d'un droit d'accès et de modification des données le concernant.

Le PROMETTANT reconnaît avoir pris connaissance des conditions générales et particulières de la promesse unilatérale d'achat, et des engagements et obligations qui en résultent comme faisant partie intégrante du contrat. En conséquence, il s'engage à ne pas remettre en cause la présente promesse pour quelque motif que ce soit.

..... Mots rayés et annulés.

Fait en 3 exemplaires

A Le

(Signature du promettant, précédée de la mention manuscrite « Bon pour promesse d'achat »)

Le promettant